

Distr.  
GENERALE

TD/B/EX(2)/1  
11 février 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Deuxième réunion directive (de présession)  
Genève, 5 mars 1993  
Point 1 a) de l'ordre du jour provisoire

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME REUNION DIRECTIVE  
(DE PRESESSION) DU CONSEIL ET ANNOTATIONS Y RELATIVES

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE \*/

1. Questions de procédure :
  - a) Adoption de l'ordre du jour
  - b) Désignation du Président de la quarantième session du Conseil
2. Rapports et activités des organes subsidiaires du Conseil : questions appelant une décision
  - a) Commission permanente des produits de base, première session (19-23 octobre 1992)
  - b) Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement, première session (26-30 octobre 1992)
  - c) Commission permanente du développement des secteurs de services : transports maritimes, première session (2-6 novembre 1992)

---

\*/ Tel qu'approuvé par le Conseil à sa 816ème séance plénière, le 14 octobre 1992, et modifié lors des consultations du Secrétaire général de la CNUCED du 21 janvier 1993.

- d) Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, première session (9-13 novembre 1992)
  - e) Groupe de travail spécial sur l'efficacité commerciale, première session (16-20 novembre 1992), y compris un rapport intérimaire sur la préparation du Colloque international sur l'efficacité commerciale devant avoir lieu en 1994
  - f) Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, onzième session (23-27 novembre 1992)
  - g) Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, première session (30 novembre - 4 décembre 1992)
  - h) Groupe de travail spécial sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement, première session (14-18 décembre 1992)
  - i) Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, première session (11-15 janvier 1993)
  - j) Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté, première session (18-22 janvier 1993)
  - k) Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie, première session (25-29 janvier 1993)
  - l) Commission permanente du développement des secteurs de services : assurances, première session (1er-5 février 1993)
3. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en ce qui concerne la CNUCED
4. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes :
- a) Nouveaux Etats membres de la CNUCED
  - b) Composition du Conseil du commerce et du développement
  - c) Arrangements en vue de la célébration du trentième anniversaire de la CNUCED en 1994
5. Questions diverses
6. Rapport du Conseil sur sa deuxième réunion directive (de présession).

## II. ANNOTATIONS A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

### Point 1 - Questions de procédure

Le règlement intérieur du Conseil figure dans le document TD/B/16/Rev.4 et Corr.1. Les principes directeurs concernant les réunions directives du Conseil du commerce et du développement sont joints en annexe au présent document, pour référence.

### Point 1 a) - Adoption de l'ordre du jour

Lors des consultations du Secrétaire général de la CNUCED du 21 janvier 1993, il a été décidé d'inscrire à l'ordre du jour un nouveau point relatif à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en ce qui concerne la CNUCED (voir le point 3).

### Point 1 b) - Désignation du Président de la quarantième session du Conseil

Il est rappelé que, par sa décision 360 (XXXV) du 5 octobre 1988, le Conseil a réaffirmé sa décision 338 (XXXIII) du 9 septembre 1986, par laquelle il était convenu qu'il serait souhaitable qu'il désigne, avant la fin de chaque session ordinaire, la personne à élire au poste de président pour sa session ordinaire suivante, de façon que l'intéressé puisse participer à titre consultatif à la préparation de la session ordinaire à laquelle il ferait fonction de président.

Selon le système du roulement (dont les cycles sont indiqués dans l'annexe I du règlement intérieur du Conseil), le Président de la quarantième session sera un représentant d'un des Etats d'Asie du Groupe A.

Pas de documentation

### Point 2 - Rapports et activités des organes subsidiaires du Conseil : questions appelant une décision

En demandant que le rôle d'orientation du Conseil soit renforcé, la Conférence a, au paragraphe 67 de l'Engagement de Carthagène, demandé que les réunions directives du Conseil contribuent notamment à donner suite aux rapports des organes subsidiaires, afin de stimuler les travaux en cours.

En prenant note des résultats des sessions des divers organes subsidiaires, la réunion directive de présession souhaitera peut-être formuler des recommandations appropriées.

La question des dates précises des futures réunions sera examinée à la deuxième partie de la trente-neuvième session du Conseil, au titre du point 11 c) de l'ordre du jour intitulé "Examen du calendrier des réunions".

### Point 2 a) - Commission permanente des produits de base, première session (19-23 octobre 1992)

La Commission permanente des produits de base, créée en application du paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 19 au 23 octobre 1992.

La Commission a adopté son programme de travail, qui figure dans l'annexe I du rapport sur cette session (voir conclusion concertée 1 (I)). Elle a également décidé, par sa décision 2 (I), d'instituer, en tant qu'organes subsidiaires, le Groupe intergouvernemental d'experts du tungstène et le Groupe intergouvernemental d'experts du minerai de fer, tels qu'ils sont actuellement constitués.

Conformément à son mandat, la Commission a en outre entamé des débats sur le projet de conférence mondiale sur les produits de base, envisagé par la Conférence à sa huitième session.

L'attention du Conseil est appelée sur les paragraphes 80 et 81 du rapport de la Commission, où il est dit que celle-ci devrait se réunir une fois par an et se fonder sur le programme de travail en ce qui concerne l'ordre du jour de ses sessions annuelles : le choix des points particuliers de l'ordre du jour correspondant aux principales rubriques du programme de travail serait arrêté lors des consultations du Secrétaire général de la CNUCED prévues au paragraphe 83 de l'Engagement de Carthagène, compte tenu de l'évolution de la situation mondiale dans le domaine des produits de base ainsi que des progrès des travaux du secrétariat.

Le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport de la Commission permanente des produits de base sur sa première session et approuver le programme de travail et la décision 2 (I) figurant dans l'annexe I dudit rapport.

Au sujet de ce point de l'ordre du jour, l'attention est appelée sur la résolution 47/185 de l'Assemblée générale du 22 décembre 1992, intitulée "Produits de base".

#### Documentation

TD/B/39(2)/4      Rapport de la Commission permanente des produits de base  
TD/B/CN.1/6        sur sa première session

Point 2 b) - Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement, première session (26-30 octobre 1992)

La Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement, créée conformément au paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 26 au 30 octobre 1992.

La Commission a adopté son programme de travail, qui figure dans l'annexe I du rapport de ladite session.

L'attention du Conseil est appelée sur les paragraphes 40 et 41 du rapport, rendant compte de la décision prise par la Commission de soumettre l'ordre du jour de sa session suivante au mécanisme de consultations du Secrétaire général de la CNUCED, institué conformément au paragraphe 83 de l'Engagement de Carthagène, en prenant pour point de départ les éléments

du programme de travail de la Commission, et de sa décision concernant sa deuxième session, dont la date exacte devait être fixée par le Groupe chargé des questions relatives au calendrier.

Le Conseil devra en particulier prêter attention au paragraphe 42 du rapport, indiquant que la Commission permanente a décidé que la question de la convocation éventuelle d'un ou de plusieurs groupes d'experts devrait être examinée dans le cadre des délibérations du Conseil à sa réunion directive quand il prendrait connaissance du rapport de la Commission permanente.

Le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport de la Commission permanente sur sa première session et souscrire au programme de travail présenté dans son annexe I. Il pourrait aussi élaborer des recommandations appropriées, notamment au sujet du paragraphe 42 du rapport.

#### Documentation

TD/B/39(2)/2      Rapport de la Commission permanente du développement  
TD/B/CN.4/10      des secteurs de services : promotion de secteurs de services  
                         compétitifs dans les pays en développement sur sa première  
                         session

Point 2 c) - Commission permanente du développement des secteurs de services :  
transports maritimes, première session (2-6 novembre 1992)

La Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement - transports maritimes, créée conformément aux paragraphes 70 et 72 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 2 au 6 novembre 1992.

La Commission a adopté son programme de travail relatif aux transports maritimes, aux ports et au transport multimodal, tel qu'il figure dans l'annexe I du rapport sur cette session.

En examinant les éléments de l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session, la Commission a prié le secrétariat de fournir aux délégations les renseignements voulus sur les raisons fondamentales de la création d'un groupe d'experts portuaires et sur les objectifs et fonctions envisagés pour ce groupe, préalablement à la présentation d'une proposition au Conseil du commerce et du développement pour approbation.

Les participants aux consultations du Secrétaire général de la CNUCED du 21 janvier 1993, ayant été informés de la suite donnée à la décision de la Commission, ont approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session (transports maritimes) de la Commission permanente (TD/B/CN.4/17) et ont également recommandé que le Conseil, à sa réunion directive, décide de convoquer le Groupe intergouvernemental d'experts portuaires.

La Commission a en outre adopté une décision (voir l'annexe II de son rapport) par laquelle elle a invité le secrétariat de la CNUCED à fournir au Conseil du commerce et du développement, par l'intermédiaire de son Président, avant le 31 janvier 1993, une liste de produits et d'activités spécifiques,

ainsi que des dates estimatives pour l'achèvement des travaux correspondant aux différents éléments du programme de travail. La note du secrétariat est distribuée sous la cote TD/B/EX(2)/3.

L'attention est appelée sur le paragraphe 45 du rapport, concernant la décision prise par la Commission de tenir sa deuxième session au début de 1994 et sa troisième session vers la fin de 1995 (les dates exactes devant être déterminées par le Groupe chargé des questions relatives au calendrier).

Le Conseil souhaitera peut-être prendre acte du rapport de la Commission sur sa première session et approuver le programme de travail (annexe I). Il pourrait également prendre note de la suite donnée à la décision de la Commission figurant dans l'annexe II, compte tenu des recommandations des consultations du 21 janvier 1993, et approuver la convocation du Groupe intergouvernemental d'experts portuaires.

#### Documentation

- |              |   |
|--------------|---|
| TD/B/39(2)/5 | Rapport de la Commission permanente du développement  |
| TD/B/CN.4/13 | des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement - Transports maritimes sur sa première session  |
| TD/B/CN.4/17 | Ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement - Transports maritimes |
| TD/B/EX(2)/3 | Programme de travail sur les transports maritimes : produits et activités spécifiques<br>Note du secrétariat de la CNUCED   |

Point 2 d) - Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, première session (9-13 novembre 1992)

Le Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, le financement du développement non générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à accroître les investissements et les apports financiers, constitué conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 9 au 13 novembre 1992.

Le Groupe de travail spécial a adopté son programme de travail, qui figure dans l'annexe I de son rapport.

L'attention est appelée sur le paragraphe 10 a) dudit rapport, qui indique que le Groupe tiendra deux sessions en 1993 - l'une d'une semaine en juin/juillet, et l'autre à la fin du mois de novembre - et une session en 1994 (qui serait la dernière du Groupe et aurait lieu avant la session de printemps du Conseil).

Le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session et approuver le programme de travail figurant dans l'annexe I.

Documentation

TD/B/39(2)/6      Rapport du Groupe de travail spécial sur les investissements  
TD/B/WG.1/4      et les apports financiers, le financement du développement non  
générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à  
accroître les investissements et les apports financiers sur sa  
première session.

Point 2 e)- Groupe de travail spécial sur l'efficacité commerciale, première session (16-20 novembre 1992), y compris un rapport intérimaire sur la préparation du Colloque international sur l'efficacité commerciale devant avoir lieu en 1994

Le Groupe de travail spécial sur l'efficacité commerciale, créé en application du paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 16 au 20 novembre 1992.

Le Groupe a adopté son programme de travail, tel qu'il est présenté dans l'annexe II du rapport sur cette session.

L'attention est appelée sur la section F de l'annexe II du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session, dans laquelle le Groupe prie son Président d'engager, avec les membres de la CNUCED, le Secrétaire général de la CNUCED et les organisations compétentes, des consultations sur les date et lieu du colloque de 1994 et de faire rapport sur les résultats obtenus à la deuxième session du Groupe.

Au paragraphe 13 de sa résolution 47/183, intitulée "Huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement", l'Assemblée générale a approuvé la convocation en 1994, dans les limites des ressources existantes, d'un colloque international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale, d'une durée d'une semaine, et a prié le Secrétaire général de la CNUCED de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'organiser.

En prenant note du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session, le Conseil voudra peut-être approuver le programme de travail reproduit dans l'annexe II ainsi que l'ordre du jour provisoire et la date de la deuxième session figurant à l'annexe I. Le Conseil pourrait également formuler des recommandations appropriées concernant les préparatifs du colloque international qui doit se tenir en 1994.

Documentation

TD/B/39(2)/9      Rapport du Groupe de travail spécial sur  
TD/B/WG.2/3      l'efficacité commerciale sur sa première session

Point 2 f) - Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, onzième session (23-27 novembre 1992)

Le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives a tenu sa onzième session du 23 au 27 novembre 1992.

L'attention est appelée sur l'annexe I du rapport sur cette session, contenant les conclusions concertées adoptées par le Groupe intergouvernemental d'experts au sujet des travaux futurs du secrétariat de la CNUCED dans le domaine des pratiques commerciales restrictives.

Il convient aussi de signaler l'annexe II, contenant l'ordre du jour provisoire que le Groupe intergouvernemental d'experts a approuvé pour sa douzième session.

A sa séance de clôture, le 27 novembre 1992, le Groupe intergouvernemental d'experts a décidé que le plan annoté révisé de l'étude proposée sur "la politique de la concurrence et les réformes économiques dans les pays en développement et d'autres pays" serait annexé au rapport sur sa session (voir annexe III).

Le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives sur sa onzième session et approuver les conclusions concertées figurant dans l'annexe I.

Documentation

TD/B/39(2)/7      Rapport du Groupe intergouvernemental d'experts des  
TD/B/RBP/92      pratiques commerciales restrictives sur sa onzième session

Point 2 g) - Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, première session (30 novembre - 4 décembre 1992)

Le Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, créé conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 30 novembre au 4 décembre 1992.

Le Groupe de travail spécial a, à sa première session, adopté son programme de travail, tel qu'il figure dans l'annexe I du rapport sur cette session.

Le Groupe de travail s'est mis d'accord sur les thèmes à examiner à chacune de ses sessions suivantes, y compris les thèmes particuliers devant faire l'objet d'un examen approfondi à ses deuxième et troisième sessions en 1993, et les éléments de base concernant la privatisation à prendre en considération à sa quatrième session en 1994. Il a également approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (voir l'annexe II du rapport).



Le Groupe de travail a prié le secrétariat de dresser une liste des principales publications et des principaux textes juridiques nationaux intéressant les travaux du Groupe de travail spécial, et d'établir et de diffuser une liste des services nationaux chargés des questions de privatisation afin de faciliter les échanges entre ces services, y compris l'échange de documentation juridique et autres directives. Le secrétariat a également été invité à présenter un résumé des activités entreprises par d'autres organisations internationales.

Le Conseil souhaitera peut-être prendre note du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session et approuver le programme de travail figurant dans l'annexe I.

## Documentation

TD/B/39(2)/8	Rapport du Groupe de travail spécial sur la
TD/B/WG.3/5	comparaison de l'expérience des pays en matière de
	privatisation sur sa première session

Point 2 h) - Groupe de travail spécial sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement, première session (14-18 décembre 1992)

Le Groupe de travail spécial sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement, créé en application du paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 14 au 18 décembre 1992.

Le Groupe, à sa première session, a adopté son programme de travail, qui est reproduit dans l'annexe I du rapport sur cette session.

Le Groupe a également approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (qui figure dans l'annexe II du rapport).

L'attention est appelée sur la section relative à l'organisation des travaux, dans laquelle le Groupe a recommandé au Conseil d'approuver l'organisation de deux sessions du Groupe en 1993 - la première, d'une durée d'une semaine, devant se tenir en septembre/octobre et la deuxième en décembre - et d'une session en 1994 (qui serait la dernière du Groupe et aurait lieu avant la session de printemps du Conseil).

Le Conseil voudra peut-être prendre note du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session et approuver le programme de travail figurant dans l'annexe I.

## Documentation

TD/B/39(2)/15 Rapport du Groupe de travail spécial sur l'expansion  
TD/B/WG.4/3 des débouchés commerciaux des pays en développement sur sa  
première session

Point 2 i) - Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, première session (11-15 janvier 1993)

La Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, créée en application du paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 11 au 15 janvier 1993. Elle a adopté son programme de travail, qui est contenu dans l'annexe I du rapport sur cette session.

La Commission permanente a également approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (annexe II) et a décidé qu'elle se réunirait en 1994, les dates exactes devant être fixées par le Groupe chargé des questions relatives au calendrier.

Par ailleurs, la Commission permanente a souscrit à la proposition du Président concernant les dispositions qui pourraient être prises entre les première et deuxième sessions de la Commission en vue de consultations régulières. Ces dispositions sont les suivantes :

a) Un groupe intergouvernemental d'experts, chargé de tenir des consultations avec des groupements interrégionaux, régionaux et sous-régionaux, devrait être constitué avant la deuxième session de la Commission permanente, pour recueillir des renseignements pertinents auprès de la communauté des donateurs et recenser les possibilités d'améliorer les programmes d'assistance. Les participants à des programmes et projets de coopération économique entre pays en développement seraient invités à présenter, lors de la réunion de ce groupe, leurs objectifs de développement et leurs besoins en matière d'assistance extérieure.

b) La Commission, à sa deuxième session, serait saisie du rapport de ladite réunion en vue d'identifier des programmes, des projets et des mesures d'appui au niveau international.

Le Conseil voudra peut-être prendre acte du rapport de la Commission permanente sur sa première session et approuver le programme de travail figurant à l'annexe I, y compris les dispositions relatives à des consultations régulières.

Documentation

TD/B/39(2)/16 Rapport de la Commission permanente de la coopération  
TD/B/CN.3/5 économique entre pays en développement sur sa première session

Point 2 j) - Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté, première session (18-22 janvier 1993)

La Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté, constituée conformément au paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 18 au 22 janvier 1993.

La Commission a adopté son programme de travail, qui est reproduit dans l'annexe I du rapport sur cette session.

La Commission a en outre défini le contenu de l'ordre du jour de sa deuxième session, y compris les thèmes à examiner à la réunion préparatoire du Groupe intergouvernemental d'experts (voir annexe II du rapport).

L'attention est appelée en particulier sur les paragraphes 145 et 146 du rapport, dans lesquels la Commission permanente a décidé de laisser au Groupe chargé des questions relatives au calendrier le soin de fixer les dates précises des réunions du Groupe intergouvernemental d'experts et de la deuxième session de la Commission permanente.

Le Conseil souhaitera peut-être prendre note du rapport de la Commission permanente de l'atténuation de la pauvreté sur sa première session et approuver le programme de travail figurant dans l'annexe I.

#### Documentation

TD/B/39(2)/13 Rapport de la Commission permanente de l'atténuation de la  
TD/B/CN.2/5 pauvreté sur sa première session

Point 2 k) - Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements  
et du transfert de technologie, première session  
(25-29 janvier 1993)

Le Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie, constitué conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 25 au 29 janvier 1993.

Le Groupe de travail spécial a adopté son programme de travail, tel qu'il figure dans l'annexe I du rapport sur cette session.

Le Groupe a également approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (reproduit dans l'annexe II du rapport).

L'attention est appelée sur la section concernant l'organisation des travaux, qui contient une recommandation du Groupe de travail au Conseil tendant à organiser deux réunions supplémentaires du Groupe, à savoir une deuxième session qui se tiendrait au dernier trimestre de 1993 et une troisième session, au printemps de 1994.

Le Conseil pourrait prendre acte du rapport du Groupe de travail spécial sur sa première session et approuver le programme de travail figurant dans l'annexe I.

#### Documentation

TD/B/39(2)/18 Rapport du Groupe de travail spécial sur l'interaction  
TD/B/WG.5/4 des investissements et du transfert de technologie sur sa  
première session

Point 2 1) - Commission permanente du développement des secteurs de services : assurances, première session (1er-5 février 1993)

La Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (assurances), créée en application du paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session du 1er au 5 février 1993.

La Commission a adopté son programme de travail, qui figure dans l'annexe I du rapport sur cette session.

En ce qui concerne sa deuxième session, la Commission permanente a choisi des thèmes spécifiques à examiner (voir l'annexe II de son rapport) et a décidé que cette session se tiendrait à la mi-1994, les dates exactes devant être fixées par le Groupe chargé des questions relatives au calendrier.

Le Conseil souhaitera peut-être prendre acte du rapport de la Commission permanente du développement des secteurs de services : promotion de secteurs de services compétitifs dans les pays en développement (assurances) sur sa première session et approuver le programme de travail reproduit à l'annexe I.

Documentation

TD/39(2)/19 Rapport de la Commission permanente du développement  
TD/B/CN.4/18 des secteurs de services : promotion de secteurs de services  
compétitifs dans les pays en développement (assurances) sur sa  
première session

Point 3 - Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en ce qui concerne la CNUCED

Lors des consultations que le Secrétaire général de la CNUCED a tenues avec les représentants des Etats membres du Bureau du Conseil le 21 janvier 1993, il a été convenu d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la deuxième réunion directive (de présession) du Conseil.

Le Secrétaire général de la CNUCED présentera un rapport oral.

Point 4 - Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes

Point 4 a) - Nouveaux Etats membres de la CNUCED

A sa première réunion directive de présession, le 21 septembre 1992, le Conseil a noté que le nombre des membres de la CNUCED était de 183.

Vu que la Tchécoslovaquie a cessé d'être Membre de l'ONU et de ses organes subsidiaires le 1er janvier 1993 et que la République tchèque et la République slovaque ont été admises parmi les membres de l'ONU et de ses organes subsidiaires le 19 janvier 1993, le Conseil voudra peut-être noter que le nombre des membres de la CNUCED s'établit à présent à 184.

Point 4 b) - Composition du Conseil du commerce et du développement

A la première partie de sa trente-neuvième session, le Conseil a confirmé que le nombre des membres du Conseil du commerce et du développement était de 135.

La Tchécoslovaquie ayant cessé d'être Membre de l'ONU et de ses organes subsidiaires au 1er janvier 1993, le nombre des membres du Conseil est à présent de 134.

Point 4 c) - Arrangements en vue de la célébration du trentième anniversaire de la CNUCED en 1994

Il est rappelé qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la CNUCED, le Conseil, à la première partie de sa trente-sixième session, a tenu une séance commémorative spéciale et, par sa résolution 376 (XXXVI) du 13 octobre 1989, a adopté une déclaration relative à cette occasion.

Compte tenu de l'évolution que l'organisation a connue depuis cette date, notamment au regard des résultats de la huitième session de la Conférence, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/183 du 22 décembre 1992, le secrétariat présentera au Conseil, pour examen, une note préliminaire contenant des suggestions pour la célébration du trentième anniversaire de la CNUCED.

Documentation

TD/B/EX/INF.2 Célébration du trentième anniversaire de la CNUCED  
Note du secrétariat de la CNUCED

Point 5 - Questions diverses

Point 6 - Rapport du Conseil sur sa deuxième réunion directive (de présession)

Le Conseil voudra peut-être autoriser le Rapporteur à établir, en consultation avec le Président, le rapport sur sa deuxième réunion directive (de présession).

\* \* \*

Annexe

PRINCIPES DIRECTEURS POUR LES REUNIONS DIRECTIVES  
DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT \*/

Réunions directives du Conseil du commerce et du développement

Conformément au paragraphe 67 de l'Engagement de Carthagène, le Conseil du commerce et du développement adopte les principes généraux ci-après pour ses réunions directives.

1. Les réunions directives du Conseil contribuent à renforcer son rôle d'orientation, consistant à adapter les activités de l'organisation à l'évolution de la situation économique mondiale, à revoir les programmes de travail et les priorités, à encourager une plus grande efficacité et à donner suite aux rapports de ses organes subsidiaires pour stimuler les travaux en cours.
2. Les réunions directives sont organisées au niveau des représentants permanents à intervalles réguliers et chaque fois que le Président du Conseil, en consultation avec le Secrétaire général de la CNUCED et les Etats membres, le juge nécessaire, pour une journée ou une demi-journée. Il y en a une immédiatement avant chaque partie des sessions ordinaires du Conseil. Il convient de se mettre d'accord sur l'ordre du jour de chaque réunion directive du Conseil assez longtemps à l'avance pour permettre la préparation voulue. Chaque réunion directive devrait être précédée de consultations appropriées.
3. A ses réunions directives, le Conseil peut donner des orientations à ses organes subsidiaires, prendre des décisions concernant les résultats de leurs travaux, se prononcer sur des questions de procédure et d'organisation, et prendre des dispositions pour assurer la préparation en temps voulu des questions que le Conseil doit examiner à ses sessions ordinaires.

-----

---

\*/ Adoptés par le Conseil à sa 805ème séance plénière, le 7 mai 1992 (voir TD/B/1323 (vol. II), première partie, décision 398 (XXXVIII), annexe A).